



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

T +41 26 305 10 40, F +41 26 305 10 48
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg

Département fédéral de la défense
De la protection de la population et des sports
Monsieur Ueli Maurer, Conseiller fédéral
Bundsgasse 8
3003 Berne

27.1.12

VBS / GS	22. MRZ. 2012
12-412	12.000432
✓ C VBS	
GS	
✗ Stab C VBS	
Komm	
Finanzen VBS	
Personal VBS	
RU	
Recht	
Dienste GS	
✓ zur Kenntnis	
✗ Erledigt / Federf.	

Fribourg, le 19 mars 2012

Ordonnance sur les guides de montagne et les autres prestataires d'activités à risque

Réponse à la consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,

Par votre courrier du 1er décembre dernier, vous consultez les gouvernements cantonaux sur le projet d'ordonnance relative à la nouvelle loi fédérale sur les guides de montagne et les autres prestataires d'activités à risque (FF 2010 8215). Nous avons l'honneur de vous faire part de la détermination du gouvernement fribourgeois. Celle-ci reprend en partie des réflexions issues de différents partenaires cantonaux, qu'elle complète dans certains domaines.

De manière générale, le gouvernement du canton de Fribourg salue le principe de cette ordonnance et y adhère dans son ensemble.

De manière détaillée :

Chapitre 1 Dispositions générales

Art. 3,

Le canton peut décider d'autoriser la pratique sur des itinéraires particuliers en définissant des conditions d'utilisation ainsi que les qualifications nécessaires pour y conduire des clients. Nous pensons donc que l'appellation « itinéraires » remplacerait avantageusement « les randonnées et les descentes »

Chapitre 2 Autorisations

Au même titre que les moniteurs d'escalade pour les activités en période estivale en secteurs rocheux, nous suggérons – à titre d'égalité – l'introduction d'un chapitre pour les moniteurs d'excursions à ski susceptibles d'exercer une activité à titre professionnel en période hivernale. De même, bien que citées dans la loi sous l'art. 1 al. 2, les activités à risque que sont le canyoning, le saut à l'élastique ou encore le rafting, ne sont pas présentes dans ce chapitre. Nous proposons de les mentionner explicitement afin qu'elles soient clairement soumises à autorisation.

Art. 6, lettre b,

Celui-ci stipule que le risque d'avalanches doit être « minime » pour que le professeur de sports de neige puisse conduire des clients en randonnée [...*hors du domaine de responsabilité des exploitants de remontées mécaniques et téléphériques.*]. Le terme « risque minime » n'est toutefois pas défini par le SLF (Institut pour l'étude de la neige et des avalanches). En consultant le texte allemand du projet de l'ordonnance (« geringes Risiko »), il devient clair que l'intention de l'ordonnance est de limiter l'autorisation d'exercer au risque de degré 1, désigné par le terme « faible » (gering), selon l'échelle internationale des dangers d'avalanche. A souligner que le texte italien de l'ordonnance ne respecte pas non plus l'échelle internationale: le terme utilisé par le SLF est « debole », remplacé dans l'ordonnance par « ridotto ». Un danger d'avalanche « faible » n'existe pour ainsi dire jamais, ce qui signifierait que le professeur de sports de neige est toujours contraint de rester sur une piste balisée. Durant sa formation, un professeur de sports de neige doit obligatoirement suivre un cours d'avalanche, ce qui lui permet d'apprécier le danger d'avalanche de manière quotidienne durant tout l'hiver. La procédure enseignée est de ne pas sortir des pistes balisées (pour des variantes ou des randonnées) si le danger d'avalanche est de degré 4 (fort) et de consulter le chef de sécurité de la région concernée en cas de danger 3 (marqué) avant de procéder à des activités hors piste. Un moniteur J+S de sport de neige (qui bénéficie d'une légère formation de sécurité) peut, sous certaines conditions, procéder avec sa classe à du ski/snowboard sur des variantes si le danger est inférieur au degré 3 (marqué). L'ordonnance créerait alors un déséquilibre considérable entre le professionnel et le moniteur formé en six jours. Le texte de l'ordonnance valaisanne du 15 avril 2008 (http://www.vs.ch/public/public_lois/fr/Pdf/935.200.pdf) sur l'exercice des professions de guide de montagne, de professeur de sports de neige et d'accompagnateur en montagne, ainsi que sur l'offre commerciale d'activités sportives nécessitant des exigences élevées en matière de sécurité ne définit pas explicitement, dans son article 5, un niveau de danger d'avalanche et paraît beaucoup plus juste quant à sa définition de l'activité pratiquée par ces professionnels avec leurs clients.

Nous proposons donc de modifier l'article 6, lettre b comme suit [... *que l'évaluation rationnelle du risque d'avalanche, après consultation du responsable de sécurité de la région, ne dépasse pas le degré 3 (« risque marqué »).*].

Section 4 Procédure

Art. 14,

Nous nous interrogeons dans cet article sur les délais très courts demandés à l'administration. Nous proposons de fixer des délais pour les requérants eux-mêmes, comme par exemple le dépôt de la demande au moins 60 jours avant la prise d'activité.

Art. 15, alinéa 3,

Cet article énumère les conditions de renouvellement d'une autorisation. Dans ce contexte, ne doit-il pas être rajouté que c'est l'article 6 « de la loi » qui est applicable, comme cela est le cas dans l'article 19, alinéa 1, lettre b.?

Art. 19,

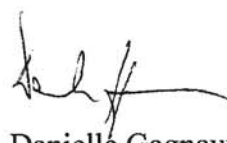
Les émoluments proposés ici en comparaison avec d'autres législations fédérales, comme par exemple la loi sur le commerce itinérant ou sur le crédit à la consommation, sont particulièrement modestes. Y a-t-il une raison particulière à cela ?

Nous vous remercions d'ores et déjà de nous avoir donné la possibilité de nous exprimer sur cet important sujet ainsi que de l'attention que vous porterez à nos différentes remarques et vous adressons, Monsieur le Conseiller fédéral, nos respectueuses salutations.

Au nom du Conseil d'Etat:


Georges Godel
Président




Daniëlle Gagnaux
Chancelière d'Etat

Copie

—
Office fédéral du sport, à l'att. de M. Markus Feller, rte principale 245-253, 2532 Macolin